



Marchés publics de prestations intellectuelles

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N°2025010RGFF220

(C.C.A.P.)

Personne Publique

Institut de Recherche pour le Développement

Direction des Finances

44 bd de Dunkerque

CS 90009

3 572 Marseille cedex 2 - France

Courriel : df.sapi@ird.fr

Objet de la consultation :

Marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation et la restructuration du site IRD de Montabo-Guyane

Etendue de la consultation :

Le marché est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres en application des dispositions de l'article L2124-1 du Code de la commande publique du 1er avril 2019








Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) comprend 30 pages

Table des matières





ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 : MONTANT ESTIMATIF DES TRAVAUX.....	5
ARTICLE 5 : PIÈCES OPPOSABLES AU TITULAIRE.....	5
ARTICLE 6 : APPLICATION SPECIFIQUE DU CCAG-TRAVAUX	6
ARTICLE 7 : INTERVENANTS	6
ARTICLE 8 : REPRESENTANT DU TITULAIRE	6
ARTICLE 9 : CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSIONS	7
ARTICLE 10 : MODE DE DEVOLUTION ENVISAGE DU MARCHÉ DE TRAVAUX.....	7
ARTICLE 11 : VARIANTES.....	7
ARTICLE 12 : DÉLAIS D'EXECUTION ET DE VALIDATION.....	7
ARTICLE 13 : PRIX	8
ARTICLE 14 : ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE SUR LE COUT DES TRAVAUX	12
ARTICLE 15 : MODALITÉS ET ÉVOLUTION DE LA REMUNÉRATION.....	16
ARTICLE 16 : TVA	17
ARTICLE 17 : AVANCE	17
ARTICLE 18 : MODALITÉS DE PAIEMENT	17
18.1. PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DES FACTURES	17
18.2. DÉLAIS DE PAIEMENT.....	18
ARTICLE 19 : MODALITÉS D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DU MARCHÉ	18
ARTICLE 20 : AGREMENTS DES SOUS-TRAITANTS	18
ARTICLE 21 : ARRÊTS DES PRESTATIONS.....	19
ARTICLE 22 : MARCHÉ A PRESTATIONS SIMILAIRES	19
ARTICLE 23 : ELABORATION DES ORDRES DE SERVICES	19
ARTICLE 24 : INSTRUCTION DES MÉMOIRES DE RECLAMATION	20
ARTICLE 25 : MOYENS MIS À DISPOSITION DU TITULAIRE DU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE	20
ARTICLE 26 : PRÉCISIONS SUR LE CONTENU DE LA MISSION ACT	20
ARTICLE 27 : RÉCEPTION PARTIELLE DES MARCHES DE TRAVAUX ET GARANTIES.....	20
ARTICLE 28 : SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	21
ARTICLE 29 : UTILISATIONS DES RÉSULTATS	21
ARTICLE 30 : VÉRIFICATION DES DOCUMENTS DE L'ÉTUDE	22
ARTICLE 31 : VÉRIFICATION DES PROJETS DE DÉCOMPTES.....	22
ARTICLE 32: PÉNALITÉS	22
ARTICLE 33 : RÉPARATION DES DOMMAGES.....	27
ARTICLE 34 : SOUS-TRAITANCE	27
ARTICLE 35 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE	28
ARTICLE 36 : SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITÉ / RGPD	28
ARTICLE 37 : ASSURANCES	29

ARTICLE 38 : DISPOSITIF DE VIGILANCE	29
ARTICLE 39 : LITIGE	29
ARTICLE 40 : ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MAITRE D'OEUVRE ET PAIEMENT POUR SOLDE	29
ARTICLE 41 : CLAUSE DE REEXAMEN ET MODIFICATION DE CONTRAT	30
ARTICLE 42 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	30
ARTICLE 43 : CLAUSE SOCIALE.....	30
ARTICLE 44 : RESILIATION	30
ARTICLE 45 : DEROGATIONS	30

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

 Objet du contrat	Marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation et la restructuration du site IRD de Montabo-Guyane
 Type de contrat	Appel d'Offres Ouvert (AOO)
 Structure	Lot unique
 Développement durable	Clause environnementale + Critère de sélection des offres
 Pénalités de retard	OUI (voir article 32)
 Variation des prix	OUI (voir article 13)
 Nature des prix	Prix forfaitaires

PREAMBULE

 Contrat	La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché ordinaire. Le marché est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres en application des dispositions de l'article L2124-1 du Code de la commande publique du 1er avril 2019
 Acheteur	L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur en tant que maître d'œuvre. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

Le Titulaire est réputé avoir accepté sans réserve l'ensemble des dispositions du Cahier des Clauses Particulières. Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables dans ses relations avec la personne publique.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de maîtrise d'œuvre aux fins de réalisation des études (DIA, APS/APD, PRO/ACT, VISA, DET, AOR, OPC) relatives à la rénovation et la restructuration du site IRD de Montabo-Guyane.

Le marché est piloté par le siège de l'IRD en lien étroit avec la représentation IRD de Guyane.

Le marché n'est pas alloti car il est impossible d'identifier des prestations distinctes.

Les prestations relèvent d'un contrat de prestations intellectuelles.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles dont les originaux sont conservés dans les archives du maître d'ouvrage font seul foi sont, par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe : Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), tel qu'approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- l'offre du titulaire comprenant notamment son mémoire technique

Le document général (C.C.A.G.) applicable est celui relatif aux marchés publics de prestations intellectuelles dans sa version en vigueur à la date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence. Bien que non matériellement joint au présent marché, le CCAG-PI est réputé parfaitement connu par le Titulaire. Le Titulaire ne peut donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

En cas de contradiction, d'incohérence ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire devra se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur à la date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence, régissant l'objet du Marché

Le titulaire est réputé accepter sans restriction ni réserve l'ensemble des dispositions contenues dans les pièces du marché.

En cas de litige, seuls les exemplaires conservés dans les archives de l'IRD des pièces particulières, ci-dessus énoncées, font foi.

ARTICLE 3 : DUREE DU MARCHE

Le marché prendra effet à compter de la date de démarrage figurant à l'ordre de service du premier élément de mission jusqu'à expiration de la garantie de parfait achèvement

L'ensemble des aléas propres à l'opération, qu'ils se rapportent aux consultations organisées pour les marchés de travaux (déclaration sans suite, infructuosité, etc.) ou encore à l'exécution des travaux (délais de délivrance des ordres de service de démarrage, retards de chantier, etc.) sont susceptibles de faire évoluer les durées annoncées ci-dessous, sans que ces dernières puissent être opposées à l'acheteur en vue d'une indemnisation ou d'émoluments complémentaires.

ARTICLE 4 : MONTANT ESTIMATIF DES TRAVAUX

Comme indiqué dans la DPGF et le CCTP, le montant estimé des travaux est de 1.130 000 euros H.T.

ARTICLE 5 : PIECES OPPOSABLES AU TITULAIRE

A l'appui de son offre, le titulaire a présenté des documents qui constituent des engagements unilatéraux ou dispositions de sa part, à l'égard du maître d'ouvrage qui pourra, par conséquent, exiger à tout moment leur strict respect.

En revanche, ils ne lui confèrent aucun droit, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière. Tout engagement unilatéral ou disposition prévue dans l'offre du titulaire et dont le pouvoir adjudicateur estimerait, de sa seule décision souveraine, qu'elle lui serait moins favorable au regard des clauses et stipulations du cahier des charges, des documents particuliers et généraux du marché ne peut être sujette à réclamation.

Ces engagements unilatéraux et dispositions peuvent être notamment compris dans les documents suivants :

- l'offre technique du candidat (projet, note méthodologique, mémoire technique...);
- les réponses apportées aux éventuelles demandes de précisions pendant la procédure.

Les originaux de ces documents, détenus par le maître d'ouvrage, font seuls foi en cas de difficulté.

ARTICLE 6 : APPLICATION SPECIFIQUE DU CCAG-TRAVAUX

Conformément aux articles 31 et 40 du présent marché, le maître d'œuvre est tenu de remplir les missions qui lui sont dévolues par le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG Travaux) tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

ARTICLE 7 : INTERVENANTS

Contrôle technique :

La consultation sera lancée prochainement.

Coordination Sécurité Protection de la santé :

La consultation sera lancée prochainement.

Assurance Dommage Ouvrage :

La consultation sera lancée prochainement.

Mission OPC :

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est confiée au maître d'œuvre, titulaire du présent marché et est précisée dans le CCTP.

ARTICLE 8 : REPRESENTANT DU TITULAIRE

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les prestations prévues par le présent marché et assurer leur bonne fin. Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes, dont il transmet les profils au pouvoir adjudicateur, et dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Les curricula vitae du coordonnateur de projet et de l'architecte sont joints à l'offre technique du titulaire.

Le titulaire garantit que le personnel proposé dispose des connaissances et compétences nécessaires et s'engage sur leur implication dans la mise en œuvre des prestations. Le titulaire reconnaît être parfaitement informé, de ce que l'affectation d'un même intervenant à l'exécution d'une prestation sur un même dossier, est une condition déterminante de sa bonne exécution.

A ce titre, et sauf en cas de maladie ou accident de l'intervenant justifiant que le dossier soit pris en charge par un remplaçant d'expérience et de compétences au moins équivalentes, le titulaire assure la continuité de suivi d'un même dossier par un même intervenant.

En cas de changement d'un interlocuteur, le titulaire doit en aviser le pouvoir adjudicateur au moins dix (10) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique les motifs de cette modification ainsi que les profils et compétences du remplaçant et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser le remplaçant s'il estime que son profil n'est pas équivalent à celui de l'intervenant initial.

Dans ce cas, le titulaire doit présenter un remplaçant adéquat dans les cinq (5) jours ouvrés suivant le refus du pouvoir adjudicateur, de telle sorte que le bon déroulement des actions engagées ne soit pas compromis.

Les éventuels coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui traite également les éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus du pouvoir adjudicateur.

En tout état de cause, il appartient notamment au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

ARTICLE 9 : CONTENU DES ELEMENTS DE MISSIONS

Le présent marché de Maîtrise d'Œuvre est soumis au code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le contenu des éléments de missions de base du présent marché correspond à ceux figurant aux articles L2431-3 et R2431-1 du code de la commande publique, complétés des dispositions y afférentes figurant au CCAP et CCTP du marché.

Le contenu des éléments de missions figure à l'article 5 du CCTP intitulé « descriptions et contenu des prestations ».

ARTICLE 10 : MODE DE DEVOLUTION ENVISAGE DU MARCHE DE TRAVAUX

Conformément au code de la commande publique, le choix définitif du mode de dévolution du marché de travaux (entreprise générale ou allotissement) doit être proposé à la maîtrise d'ouvrage au plus tard à la réception de la mission APS/APD.

Dans le cas où l'allotissement du marché de travaux ne serait pas retenu, le titulaire doit proposer au maître d'ouvrage une argumentation précise et détaillée permettant de justifier une dérogation au principe d'allotissement conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du Code de la commande publique. En tout état de cause, le choix final de la structure et dévolution du contrat relève de la décision souveraine du maître d'ouvrage.

Le titulaire ne peut se prévaloir de difficultés d'exécution, de rémunération complémentaire, de réclamations indemnitaires ou d'allongement de délais d'exécution, faisant suite à la décision souveraine du pouvoir adjudicateur.

Le calcul du forfait de rémunération définitif sera établi sur une assiette de coût des travaux allotis.

ARTICLE 11 : VARIANTES

Les variantes à l'initiative du candidat et de l'acheteur sont interdites. Le présent marché ne contient pas de variantes imposées par l'acheteur.

ARTICLE 12 : DELAIS D'EXECUTION ET DE VALIDATION

Les délais de validation par le maître d'ouvrage ne sont pas compris dans les délais d'exécution du maître d'œuvre.

Les délais d'exécution de chaque élément de mission sont complétés par l'article du présent CCAP relatif aux pénalités.

L'ajournement ou le rejet par le pouvoir adjudicateur des documents d'études ne sont pas réputés proroger les délais maximums, sauf décision contraire expresse du pouvoir adjudicateur.

Sans préjudice des délais maximums fixés par le pouvoir adjudicateur et par dérogation à l'article 26.2, et 27 du CCAG-PI, la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec

réfaction ou de rejet des documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais de validation prévus ci-dessous.

En complément de l'article 26.3 du CCAG-PI, le point de départ des délais de validation du maître d'ouvrage indiqués dans le tableau ci-après, courent à compter de la date de livraison effective de la totalité de la prestation et/ou de la remise de la totalité du livrable attendu. Tout livrable considéré comme incomplet ne saurait faire courir le délai de validation.

En cas de retard du maître d'œuvre, le délai de validation du maître d'ouvrage court à compter de la date effective de la livraison ou remise de de la totalité du livrable au maître d'ouvrage.

Cinq jours minimum avant la fin du délai de validation, le maître d'ouvrage peut aviser le maître d'œuvre d'une prolongation de son délai de validation dont la durée n'excédera pas les délais prévus ci-dessous.

Cette prolongation du délai de validation ne saurait donner droit à réclamation en indemnités ou quelque modification, adaptation du marché.

ÉTUDES		
Éléments de la mission	Délais d'exécution	Délai de validation
DIA	12 semaines	2 semaines
APS/APD/ Demande AT	10 semaines	2 semaines
PRO/ACT	5 semaines	1 semaine

ACT Nota : le titulaire est tenu de répondre, aux questions posées par les candidats au cours de la consultation des marchés de travaux dans un délai de 2 jours maximum à compter de leur transmission par la maîtrise d'ouvrage. Il est également tenu de transmettre à la maîtrise d'ouvrage dans le même délai les modifications à apporter aux pièces du DCE, le cas échéant.

ARTICLE 13 : PRIX

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La liste des index utilisés est la suivante : ING - Ingénierie (missions ingénierie et architecture)

La révision prévue est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \frac{I_m}{I_0}$$

Pour laquelle I_0 et I_m sont les valeurs prises par l'index ingénierie ING (base 100 en janvier 2010) respectivement au mois M_0 Études (mois d'établissement des prix soit le mois précédant la date limite

de remise des offres) et au mois m (mois de révision).

Ce mois m est déterminé comme suit :

Index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

Contenu et variation des prix, acomptes et autres modalités de paiement :

1) Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, d'assurance et de transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Pour les éléments d'étude DIA, APS/APD, PRO :

a) Pour les éléments d'étude dont la durée d'exécution est inférieure ou égale à un mois, valeur de l'index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître d'ouvrage.

b) Pour les éléments d'étude dont la durée d'exécution est supérieure à un mois, l'état périodique, établi par le maître d'œuvre, comporte le compte rendu d'avancement de l'étude et un rendu partiel ; il indique le pourcentage du délai d'avancement de son exécution. Ce pourcentage, après accord du maître d'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant. Chaque acompte sera affecté de son coefficient de révision lié à l'index du mois considéré.

Pour l'élément ACT : sans objet

Pour les éléments DET - AOR – OPC :

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée.

2) Révision provisoire des prix :

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le maître de l'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision. Le maître de l'ouvrage procède à la révision définitive, dès que les index correspondants sont publiés. Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur. Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

3) Échéancier des acomptes

Le règlement des comptes pour la mission de base et les éléments complémentaires le cas échéant, sera effectué conformément aux articles 11 et 12 du CCAG Prestations intellectuelles.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est la suivante :

Pour l'établissement des documents d'études suivants : DIA, APS/APD, PRO/ACT.

Les missions **DIA** et **PRO/ACT** seront réglées de la manière suivante :

- 80% à la date de remise des documents ;
- 20% à l'acceptation des éléments.

La mission **APS/APD** sera réglée de la manière suivante :

- 60 % après réception du dossier APS/APD et validation par le maître d'ouvrage ;

- 30 % après le dépôt du dossier relatif aux autorisations administratives ;
- 10 % après l'obtention des autorisations administratives.

Les demandes de paiement, établies par le maître d'œuvre, comportent le compte rendu d'avancement de l'étude, indiquent le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

a) Élément **DET** (direction de l'exécution des travaux)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- au prorata temporis en fonction de la durée des travaux (période de préparation de chantier comprise), sous forme d'acomptes : 85 %,
- à la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage, du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15 %.

b) Élément **AOR** (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

1. à la remise au maître d'ouvrage du dossier des ouvrages exécutés (DOE) validé par le titulaire: 40 %,
2. à la levée des réserves : 40%
3. à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (GPA) des ouvrages prévu à l'article 44-1 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit C.C.A.G. et après actualisation du dossier des ouvrages exécutés : 20%.

Pour l'exécution des éléments de la mission spécifique OPC

La mission **OPC** est réglée de la manière suivante :

- 20% à la remise du DCE ;
- 70% selon la durée des travaux (période de préparation comprise) ;
- 10% après la levée des réserves.

Rémunération des éléments ou parties d'éléments de la mission

Les acomptes relatifs aux éléments de mission DIA, APS/APD, PRO/ACT seront payés sur la base de la rémunération forfaitaire provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux ainsi que le forfait définitif de rémunération, il est procédé, à l'occasion du paiement du premier acompte postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement, si nécessaire, du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement.

Conformément à l'article 11.7 du CCAG-PI, il la complète en faisant apparaître le cas échéant les pénalités appliquées. Si des pénalités pour retard sont appliquées, celles-ci font l'objet d'un décompte des pénalités spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard, et les dates d'échéance contractuelle retenues.

4) Présentation des acomptes

Les demandes de paiement sont effectuées en application des stipulations de l'article 11 du CCAG-PI.

Elles sont complétées par les stipulations prévues ci-après.

Par ailleurs, une réunion de cadrage en visioconférence avec le Service Stratégie Immobilière et Valorisation du Patrimoine (SIVP) de l'IRD sur la présentation des projets de décompte est prévue après notification des marchés de travaux et pendant la préparation du chantier.

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée au présent CCAP, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

Projet de décompte périodique

Pour l'application du CCAG-PI, le maître d'œuvre envoie par voie dématérialisée au maître de l'ouvrage, son projet de décompte périodique.

Décompte périodique

Le décompte périodique, établi par le maître de l'ouvrage, correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA, il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées.
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre, des documents d'étude et calculées conformément au présent CCAP.

Acomptes périodiques

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre, est déterminé par le maître de l'ouvrage, qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1. Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
2. L'incidence de la révision des prix appliquée sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
3. L'incidence de la TVA ;
4. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus, augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

5) Solde Décompte final

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde, sous forme d'un projet de décompte final. Cette demande de paiement du solde est remise au Maître d'Ouvrage ou à son représentant, dans un délai de 45 jours qui suit l'expiration de la période de parfait achèvement des travaux, laquelle peut être renouvelée unilatéralement par le pouvoir adjudicateur et sans que le titulaire puisse prétendre indemnités ou paiement partiel anticipé.

Le projet de décompte final comprend :

- a. Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b. La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie au présent CCAP ;

- c. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d. La rémunération en prix de base hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste (a) diminué des postes (b) et (c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Décompte général - Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. Le décompte final ci-dessus ;
- b. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c. Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. L'incidence de la révision des prix appliqués sur le montant du solde ci-dessus ;
- e. L'incidence de la TVA ;
- f. L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c. d. et e. ci-dessus ;
- g. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser.

Cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre et ne peut être contesté une fois signé sans réserve.

ARTICLE 14 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LE COUT DES TRAVAUX

1) Définition de l'enveloppe financière du maître d'ouvrage affectée aux travaux

Le pouvoir adjudicateur fixe la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée à l'ensemble des travaux et ventilée. Celle-ci figure dans l'acte d'engagement, en valeur du mois M_0 (M_0 études). L'enveloppe financière est le montant maximum consacré par le pouvoir adjudicateur (hors seuil de tolérance, aléas, rémunération des marchés connexes, assurances, études complémentaires, intérêts moratoires, frais de voiries, concessionnaires, mobilier etc.).

2) Établissement du coût prévisionnel (CP_0 et CPD)

Le coût prévisionnel des travaux (CP) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération du maître d'œuvre ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des frais de contrôle technique ;
- des frais de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- des frais d'autres prestations intellectuelles éventuelles (géomètre, AMO ...)
- de la prime éventuelle de l'assurance dommage et CCRD ;
- de tous les frais financiers.

Le coût prévisionnel des travaux (CP_0) est fixé dans l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M_0 fixé également dans l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux sur la base de l'exécution des études d'Avant-Projet Définitif.

Si $CPD > CP_0$: si le coût prévisionnel définitif des travaux proposés par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à CP_0 , ce dernier peut :

- Refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet dont le coût est inférieur ou égal à CP_0 . Si le maître d'œuvre ne trouve pas de solution pour faire entrer son coût prévisionnel dans l'enveloppe arrêtée par le maître de l'ouvrage, sans remettre en cause le projet, il peut être considéré comme défaillant et le présent marché peut être résilié conformément à l'article 32 du CCAG PI ;
- Accepter de réceptionner les prestations du maître d'œuvre et l'augmentation du coût prévisionnel définitif des travaux [CPD] par ordre de service puis par avenant.

A noter : si $CPD < CP_0$: lorsque le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre à l'appui de son APS/APD est inférieur à CP_0 , le maître de l'ouvrage arrête par **ordre de service** le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre puis par avenant.

3) Définition du coût de référence (CR).

À l'issue de la mission ACT, lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux de l'ensemble de l'opération, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux (CR) comme suit.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres (T_{offres}) considérées, tous critères confondus, variantes comprises, comme les plus économiquement avantageuses, par un **coefficient de réajustement (désactualisation)** (c_r) égal au rapport de l'**index BTo1** pris respectivement au mois M_0 études du marché de maîtrise d'œuvre (numérateur I_m) et au mois M_0 des offres travaux (dénominateur I_{M0}).

$$CR = c_r \times T_{offres}$$

$$\text{avec } c_r = \frac{I_m}{I_{M0}}$$

En cas de désaccord sur l'offre économiquement la plus avantageuse, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire.

Point de vigilance : les variantes sont comprises dans le montant total des offres.

4) Taux de tolérance et établissement du seuil n°1

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance (**X1**), qui permet de définir un seuil de tolérance.

Le seuil de tolérance sur coût prévisionnel (**SCP1**) est égal au coût prévisionnel des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance :

Pour la présente mission de maîtrise d'œuvre :

Le taux de tolérance **X1** est fixé à 10%.

Le seuil de tolérance **SCP1** est égal à $SCP1 = (1 + X1) \times CPD$

À la suite de l'élément de mission APS /APD, l'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier, que le projet qu'il conçoit, reste inférieur ou égal au seuil de tolérance.

Chaque fois que le maître d'œuvre constate que son projet ne respecte pas le seuil de tolérance et, avant même de connaître le résultat de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit en informer le maître d'ouvrage et reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage lui demande.

Les augmentations du coût des travaux doivent être qualifiées suivants les trois catégories suivantes :

- **Catégorie 1** : modifications de programme ou de prestations décidées par le maître de l'ouvrage ;

- **Catégorie 2** : aléas présentant un caractère exceptionnel et imprévisible dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat ;
- **Catégorie 3** : autres modifications que celles énoncées en catégories 1 et 2, et en particulier, sans que ce soit limitatif, les modifications dans la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre, modifications découlant d'imprécisions ou d'erreurs dans ses études.

L'incidence financière des modifications de catégorie 3 ne peut en aucun cas, y compris lorsque les travaux sont arrêtés avec l'accord du maître d'ouvrage, donner droit à une modification des conditions du respect par le maître d'œuvre des coûts assortis du seuil SCP1. Le seuil de tolérance SCP1 pourra être mis à jour des modifications relevant des catégories 1 et 2.

5) Application du seuil de tolérance SCP1

Hypothèse 1 : CR > SCP1

Si à l'issue de la consultation des entreprises de travaux, c'est à dire après réception et discussion du rapport d'analyse des offres, le coût de référence (CR) dépasse le seuil de tolérance SCP1, le maître d'ouvrage peut :

- Demander au maître d'œuvre d'adapter ses études conformément au programme initial, sans rémunération complémentaire dans le délai prescrit par l'acheteur.
 - o Cette adaptation doit permettre d'aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises en cas de nouvelle(s) procédure(s) ou à une base de négociation avec les candidats (en cas de procédure permettant la négociation). La négociation ne saurait sensiblement modifier néanmoins les conditions initiales de mise en concurrence.
 - o Si le maître d'œuvre ne trouve pas de solution pour respecter cette dernière attente, il peut être considéré comme défaillant et le présent marché peut être résilié conformément à l'article 32 du CCAG PI.
- Accepter l'augmentation du coût prévisionnel des travaux et notifier les marchés de travaux.

Hypothèse 2 : CR < ou = SCP1

Le coût de réalisation des travaux [CR] est inférieur ou égal au seuil de tolérance 1 [SCP1].

Le maître de l'ouvrage notifie les marchés de travaux.

6) Définition du coût de réalisation des travaux (CRT)

Le coût de réalisation des travaux [CRT] est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le pouvoir adjudicateur pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux et est établi sur la base des conditions économiques du mois Mo des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût de réalisation des travaux [CRT].

7) Travaux supplémentaires en phase exécution

Les travaux supplémentaires ou modificatifs, ayant une incidence financière, doivent recueillir l'accord préalable de la maîtrise d'ouvrage

Cet accord porte sur une fiche technique modificative (FTM) ou sur un projet d'ordre de service soumis à l'avis de la maîtrise d'ouvrage. Ce document doit comporter le coût des travaux supplémentaires ou modificatifs, évalué soit à partir d'un devis de l'entreprise, soit à défaut par une estimation établie par le maître d'œuvre.

Dans le cas d'un devis de l'entreprise, celui-ci est analysé et éventuellement corrigé par le maître d'œuvre.

Dans tous les cas, les montants sont exprimés suivant les conditions économiques du mois Mo du marché de travaux.

Le montant des travaux modificatifs ou supplémentaires doit faire l'objet d'une décomposition du prix forfaitaire. Celle-ci utilise les prix d'unités figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire ou du bordereau des prix unitaires du marché de travaux concerné, complétés éventuellement de prix

nouveaux pour des prestations pour lesquelles le maître d'œuvre ne dispose d'aucune référence dans le marché.

Dans tous les cas de figure, lorsque des travaux supplémentaires sont exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit rechercher des économies en contrepartie de ces travaux.

8) Coût constaté des travaux (Cc)

À l'issue des travaux, le coût constaté [Cc] des travaux est le montant, en valeur Mo travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés et avenants intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors revalorisation de prix.

Il résulte des décomptes généraux et définitifs et comprend les avenants passés en cours de chantier ou en fin de travaux et inclut les réclamations admises par l'acheteur, en accord avec le titulaire, à l'exclusion des véritables sujétions techniques imprévues.

En cas de désaccord sur l'admission des réclamations, la décision souveraine du pouvoir adjudicateur l'emporte. Le maître d'œuvre ne pourra se prévaloir d'un quelconque préjudice subi.

9) Établissement du seuil de tolérance n°2 (SCP2)

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance (X2), qui permet de définir un seuil de tolérance SCP2.

Le seuil de tolérance SCP2 est égal au coût de réalisation des travaux CRT majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance

Pour la présente mission de maîtrise d'œuvre :

Le taux de tolérance X2 est fixé à 5%.

Le seuil de tolérance est égal à $SCP2 = (1 + X2) \times CRT$

Les augmentations du coût des travaux doivent être qualifiées suivants les trois catégories suivantes :

- **Catégorie 1** : modifications de programme ou de prestations décidées par le maître de l'ouvrage ;
- **Catégorie 2** : aléas présentant un caractère exceptionnel et imprévisible dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat ;
- **Catégorie 3** : autres modifications que celles énoncées en catégories 1 et 2, et en particulier, sans que ce soit limitatif, les modifications dans la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre, les modifications découlant d'imprécisions ou d'erreurs dans ses études ou dans le suivi d'exécution.

L'incidence financière des modifications de catégorie 3 ne peut en aucun cas, y compris lorsque les travaux sont exécutés avec l'accord du maître d'ouvrage, donner droit à une modification des conditions du respect par le maître d'œuvre des coûts assortis du seuil SCP2. Le seuil de tolérance SCP2 pourra être mis à jour des modifications relevant des catégories 1 et 2.

10) Réfaction [R] pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté des travaux [Cc], tel que défini à cet article est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'œuvre peut supporter une réfaction [R] égale à la différence entre le coût constaté Cc et le seuil de tolérance multiplié par le taux de rémunération prévu à l'acte d'engagement.

$$R = (Cc - SCP2) \times \text{Taux}$$

Si le coût constaté des travaux [Cc], tel que défini à cet article est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'œuvre peut supporter une réfaction [R] égale à la différence entre le coût constaté Cc et le seuil de tolérance multiplié par le taux de rémunération prévu à l'acte d'engagement, taux résultant du rapport FP/CPo (avec FP le forfait provisoire fixé dans l'acte d'engagement).

$$R = (Cc - SCP2) \times \text{Taux}$$

Cependant, conformément à l'article R2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne peut excéder 15% (quinze pour cent) du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés des travaux.

Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages [CRT] augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux correspondant à des modifications de programme demandées par le maître d'ouvrage) dépasse le seuil de tolérance, des retenues intermédiaires provisoires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'ACT, suivant les modalités de calcul de l'article 10) Réfaction pour dépassement du seuil de tolérance.

ARTICLE 15 : MODALITES ET EVOLUTION DE LA REMUNERATION

Le forfait provisoire de rémunération (FP) est fixé dans l'acte d'engagement.

Le taux de rémunération (t) résulte du rapport entre FP et CPo et figure à l'acte d'engagement.

Il est procédé à l'affermissement du forfait de rémunération définitive dès que le coût prévisionnel définitif des travaux est établi, c'est-à-dire à la validation de l'élément de mission APS/APD, sauf si des modifications ressortissantes des catégories 1 et 3 ci-après et postérieures à la prise des engagements définitifs devaient être intégrées.

Si l'augmentation du coût prévisionnel des travaux donne lieu à un complément de rémunération du maître d'œuvre, le forfait de rémunération définitive est égal, en fonction des catégories ci-après, au produit du taux de rémunération (t) par le coût prévisionnel CPD. Le coût prévisionnel définitif des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par ordre de service.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

CLASSIFICATION DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIONS

Lors des études, les modifications dans la consistance du projet sont classées par le maître d'ouvrage dans l'une des trois catégories ci-après :

Catégorie 1 : modifications de programme ou de prestations décidées par le maître de l'ouvrage ;

Catégorie 2 : aléas présentant un caractère exceptionnel et imprévisible dont la cause est extérieure aux parties et qui ont pour effet de bouleverser l'économie du contrat ;

Catégorie 3 : autres modifications que celles énoncées en catégories 1 et 2, et en particulier, sans que ce soit limitatif, les modifications dans la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre, modifications découlant d'imprécisions ou d'erreurs dans ses études.

À l'issue de chaque phase de sa mission, le maître d'œuvre soumet à l'approbation du maître d'ouvrage la liste des modifications affectant le projet. Pour chaque poste de la liste, le maître d'œuvre fournit une justification de la modification, l'estimation détaillée de son incidence financière et une proposition argumentée de classement suivant les catégories 1, 2 et 3. L'estimation de l'incidence financière des modifications est faite suivant les conditions économiques du mois Mo études.

Les modifications de catégorie 3 ne peuvent en aucun cas donner lieu à une augmentation de la rémunération du maître d'œuvre.

La liste des modifications classées en catégorie 1 et 2 se doit d'être exhaustive. Le maître d'œuvre fournit une estimation argumentée de l'incidence financière de ces modifications sur sa rémunération en les décomposant par élément de mission.

Dans le cas où le maître d'ouvrage estime que cette demande est fondée, la modification de la rémunération du maître d'œuvre intervient par voie d'avenant.

ARTICLE 16 : TVA

La TVA n'est provisoirement pas applicable dans le département de la Guyane.
Les pénalités ne sont pas soumises à la TVA.

ARTICLE 17 : AVANCE

L'avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique. Cette avance est égale à **5%** du montant initial toutes taxes comprises du marché.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une **petite et moyenne entreprise** mentionnée à l'article R 2151-3 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du Code de la commande publique.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% (respectivement 60% pour une petite et moyenne entreprise) du montant TTC du marché dans le cas où l'avance est au taux de 5% (respectivement 20% pour une petite et moyenne entreprise). Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché.

ARTICLE 18 : MODALITES DE PAIEMENT

18.1. Paiement et établissement des factures

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique. Pour les factures envoyées de façon dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'État à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, elles sont déposées via les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET de l'IRD : 180006025 00159
- Le code service exécutant : GUY_GESTION
- Le numéro d'engagement juridique qui sera communiqué après la notification du marché.

Pour les factures adressées sous format papier, elles sont libellées à l'ordre de I.R.D. et adressée à :

Institut de Recherche pour le Développement
Représentation IRD de Guyane
275 route de Montabo - BP 90165
97323 CAYENNE Cedex

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent marché,
- Le numéro et la date de la facture ;
- L'objet de la prestation,
- La référence aux livrables réceptionnés
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,
- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A., le cas échéant
- Le montant TTC, le cas échéant
- Le numéro SIRET du titulaire,
- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire du titulaire,
- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement et le comptable assignataire de la dépense sont indiqués à l'Acte d'Engagement.

Toute facture, non rédigée comme indiquée ci-dessus, sera retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

18.2. Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, l'IRD procédera au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours.

Ce délai commencera à courir à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

En application du chapitre II du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

ARTICLE 19 : MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DU MARCHE

Les modalités d'exécution des prestations sont décrites à l'article 5 du CCTP intitulé « descriptions des prestations ».

ARTICLE 20 : AGREMENTS DES SOUS-TRAITANTS

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire reçoit communication des demandes d'agrément reçus des entreprises travaux.

Il doit s'assurer du respect de la pleine composition du dossier de demande d'agrément conformément aux dispositions des cahiers des charges leur étant applicable, et des capacités économiques, techniques et professionnelles de l'opérateur présenté.

Le délai d'analyse du dossier est de 5 jours ouvrés maximum.

A noter : Tout acte spécial, en plus ou moins-value, devra également faire l'objet d'un visa du titulaire du présent marché.

ARTICLE 21 : ARRETS DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chaque élément de mission. Celles-ci sont définies à l'acte d'engagement et ses annexes.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Par précision apportée à l'article 20 du CCAG-PI, la demande d'arrêt des prestations à l'initiative du titulaire ne saurait donner droit à l'arrêt des prestations et doit être acceptée par le pouvoir adjudicateur, lequel peut ordonner la poursuite des prestations objet du marché.

ARTICLE 22 : MARCHE A PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire un marché à prestations similaires, sur le fondement des dispositions l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, relatif à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables.

ARTICLE 23 : ELABORATION DES ORDRES DE SERVICES

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées aux articles 2 et 3 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Un ordre de service est obligatoire de la part du maître d'ouvrage :

- Quand une décision de celui-ci marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation, notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission ;
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations du maître d'œuvre ;
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les stipulations contractuelles ;
- Quand le maître d'ouvrage souhaite prolonger son délai d'approbation des documents.

Effets d'un ordre de service du maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion (article 3.8.2 du CCAG-PI), le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

Ordres de services délivrés par le maître d'œuvre

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés dans les conditions précisées aux articles 2 et 3 du CCAG applicables aux marchés de travaux.

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux (DET) », le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur titulaire du marché de travaux et les transmettre à la maîtrise d'ouvrage.

En aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service lui-même si ces ordres de services sont relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus ou ayant des incidences financières ;
- à des modifications de programme ;
- à des modifications de délais contractuels ;
- à la sous-traitance ;
- à une décision de poursuivre ;
- à la suspension du délai de paiement d'une demande de paiement d'une entreprise ;
- à la notification/affermisssement du marché de travaux.

Les ordres de service sont signés et/ou contresignés par la maîtrise d'ouvrage et notifiés au titulaire par celle-ci.

ARTICLE 24 : INSTRUCTION DES MEMOIRES DE RECLAMATION

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 20 jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre.

ARTICLE 25 : MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

Le marché ne prévoit pas de facilités ou moyens donnés au titulaire.

ARTICLE 26 : PRECISIONS SUR LE CONTENU DE LA MISSION ACT

Le titulaire doit répondre par écrit à chaque question technique posée par écrit par les candidats aux marchés de travaux.

Le maître d'œuvre sera chargé de proposer les critères pertinents et utiles à la mise en concurrence des entreprises pour la réalisation des marchés de travaux. Le choix final des critères relève du seul pouvoir adjudicateur.

Durant la période de consultation des entreprises, le titulaire doit répondre à chaque question technique posée par les candidats aux marchés de travaux, dans un délai de 48 heures maximum, à compter de chaque demande de la maîtrise d'ouvrage visant à lui communiquer la liste des questions.

ARTICLE 27 : RECEPTION PARTIELLE DES MARCHES DE TRAVAUX ET GARANTIES

Les marchés de travaux peuvent faire l'objet de réception partielle ou de mise à disposition préalable.

Le marché de travaux fera l'objet d'une réception.

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le cas échéant après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions prévues aux articles 26 et 27 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 28 : SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur du titulaire du marché.

Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

ARTICLE 29 : UTILISATIONS DES RESULTATS

Les dispositions de l'option A du Cahier des clauses administratives générales relatives aux marchés publics de prestations intellectuelles du 16 novembre 2009 sont applicables au présent marché dans les conditions suivantes.

Cette concession non exclusive des droits sur les résultats est consentie par le titulaire au pouvoir adjudicateur pour le monde entier.

Si le titulaire veut exploiter à titre commercial tout ou partie des résultats, il devra recueillir l'accord préalable écrit du maître d'ouvrage sur le principe et sur les modalités techniques, administratives et financières. Les parties en fixeront les modalités, notamment de calcul de la redevance, d'un commun accord par écrit séparé.

A défaut d'accord, le titulaire verse au maître d'ouvrage une redevance selon modalités fixées à l'article A.25.6 du CCAG-PI.

Il est expressément prévu et accepté par le titulaire que le maître d'ouvrage est libre de procéder et faire procéder (notamment par le délégataire de service public, l'occupant ou plus largement tout partenaire) à des exploitations commerciales des résultats dans le cadre de locations (gratuites ou onéreuses) portant sur le bâtiment afin d'en exploiter l'image ; ces locations événements consistant principalement mais non exclusivement en des tournages, prises de vues, photographies, images de synthèse, vidéo de découverte virtuelle, jeux vidéo, œuvres audiovisuelles, événements sportif, culturel, défilés de mode, etc.

L'autorisation est ainsi donnée pour :

- toute reproduction sur tous supports, connus ou inconnus à ce jour, tant physiques (imprimés, livres, dessins, maquettes, etc.) que numériques (sites Internet et intranet, applications, réseaux sociaux et d'affichage, etc.) et procédés analogues ;
- tous modes de représentation au public, connus ou inconnus à ce jour, que ce soit par diffusion physique (affichage, expositions, films, etc.), cinématographique, télédiffusion, magnétique, numérique, multimédia ou internet ;
- toute modification ou adaptation, sous réserve du respect du droit moral de l'auteur ;
- le monde entier ;
- la durée légale des droits de propriété intellectuelle.

Dans le cas où ces exploitations donneraient lieu à la perception de sommes en faveur du maître d'ouvrage et/ou de ses partenaires, elles ne donneront pas lieu à redevance au profit du titulaire, le prix correspondant à ces utilisations étant inclus dans le prix forfaitaire payé.

En revanche, en cas d'exploitation commerciale des résultats par le maître d'ouvrage et/ou ses partenaires pour l'édition et la commercialisation de produits dérivés ou pour toute autre exploitation de l'image du bâtiment autre qu'en matière de tournages, le pouvoir adjudicateur et/ou ses partenaires

versent au titulaire une redevance selon les conditions que les parties fixeront par contrat séparé. Il est précisé en tout état de cause que les redevances ne pourront être supérieures à cinq pour cent des sommes hors taxe encaissées après déductions des frais de fabrication et de commercialisation.

ARTICLE 30 : VERIFICATION DES DOCUMENTS DE L'ETUDE

En application de l'article 26 dernier alinéa du CCAG Prestations intellectuelles, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 2 mois.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 alinéa 3 du CCAG.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, dans le même délai de 2 mois.

ARTICLE 31 : VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTES

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder conformément à l'article 13 du CCAG Travaux, à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG Travaux, le montant de l'acompte à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage l'état d'acompte qu'il notifie à l'entrepreneur.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception.

ARTICLE 32: PENALITES

32.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de dépassement du délai d'exécution ou des remises des livrables prévus au marché ou par ordre de service, le titulaire encourt des pénalités applicables sans mise en demeure préalable, d'un montant de **250 euros par jour de retard**.

Pour les prestations faisant l'objet d'une vérification du maître d'ouvrage, le délai de vérification prévu ci-dessous n'est pas pris en compte pour le calcul des pénalités.

En cas d'ajournement ou de rejet, les pénalités débutent à compter de la notification de la décision correspondante au titulaire, jusqu'à la réception d'un dossier corrigé et complet. Le point de départ des pénalités ne peut néanmoins être antérieur à l'échéance fixée par le délai maximum de remise des documents.

32.2. Autres pénalités

En cas de non-respect des prescriptions du contrat, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
Pénalité pour absence ou un retard à une réunion	En cas d'absence ou retard aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par les entreprises ou la maîtrise d'ouvrage. Sera considéré comme absent la maîtrise d'œuvre représentée par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du dossier ou du chantier.	250,00 € - 250 € par absence aux réunions - 50 € appliqué par demi-heure de retard. En cas de retard de plus de plus d'une heure, la pénalité forfaitaire de 250€ HT s'applique.
Travail dissimulé	Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche. En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.	200,00 € par jour calendaire de retard à compter la demande de régularisation, dans la limite de 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.
Délais et pénalités dans la préparation d'ordres de services pour la conduite des travaux et vérification des devis	En cas de travaux supplémentaires ou modificatifs demandés par le pouvoir adjudicateur, pour des prix non prévus au marché, le titulaire devra consulter les entreprises, étudier leurs devis et proposer un ordre de service dans un délai de de 4 jours à compter de la demande. A compter du lendemain du dernier jour, la pénalité applicable par jour de retard est de 100,00 €.	100,00 € par jour de retard
Délais et pénalités de retard dans la fixation de la date de constatation prévus par l'article 12 du CCAG-travaux	Le titulaire du marché fixe une date des constatations, qu'elle soit sur demande du maître d'ouvrage ou du titulaire, impérativement inférieure à 8 jours à compter de la demande.	100,00 € par jour de retard A compter du lendemain du dernier jour
Délais et pénalités sur vérification des projets de décompte mensuels y compris sous-traitants	Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à 7 jours à compter du dépôt dans EDIFLEX ou de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise de la demande de paiement	1/2000 du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
	<p>mensuelle du titulaire.</p> <p>- Pénalités encourues du fait de l'inobservation du délai maximal d'intervention Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/2000 du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant. Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité sera augmentée du montant de ces intérêts.</p> <p>- Pénalité pour non indication de la date de validation des projets de décomptes mensuels (circuit non-dématérialisé)</p> <p>Si le maître d'œuvre n'a pas indiqué sur les projets de décomptes mensuels la date à laquelle il les a validés, il encourt une pénalité forfaitaire fixée à 50 €, par jour de retard, jusqu'à transmission de la date au pouvoir adjudicateur.</p>	<p>50 € par jour de retard</p>
Délais et pénalités sur vérification du projet de décompte final	<p>Le délai maximal d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte final de l'entrepreneur et proposé un projet de décompte général, est fixé à 10 jours à compter du dépôt dans EDIFLEX ou de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.</p> <p>- Pénalités encourues du fait de l'inobservation du délai maximal d'intervention. Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 1/2000 du montant, en prix de base hors TVA, du projet de décompte final ou du décompte général communiqué à l'entreprise par le pouvoir adjudicateur.</p>	<p>1/2000 du montant, en prix de base hors TVA, du projet de décompte final ou du décompte général communiqué à l'entreprise par le pouvoir adjudicateur.</p>

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
	<p>Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité sera augmentée du montant de ces intérêts.</p> <p>- Pénalités pour non indication de la date de réception de la demande de paiement de l'entreprise (circuit non-dématérialisé)</p> <p>Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 50 euros. Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité sera augmentée du montant de ces intérêts.</p>	50 € par jour de retard
Dépassement du délai d'instruction des mémoires de réclamation	Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 10 jours à compter de la date de réception du mémoire de réclamation par le maître d'ouvrage. A compter du lendemain du dernier jour, la pénalité applicable par jour de retard est de 100,00 €.	100,00 € Par jour de retard
Dépassement du délai de réponse aux questions des candidats aux marchés de travaux (Phase ACT)	Le titulaire dispose de 2 jours à compter de la réception des questions transmises par le pouvoir adjudicateur.	50,00 € par jour de retard
Pénalité pour non déclaration de changement de responsable technique	En cas de changement de responsable technique sans communication à l'autorité compétente de ces informations de la part du maître d'œuvre dans un délai de 15 jours à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de 100 € par jour. Le rejet par le pouvoir adjudicateur de la (les) personne proposée (s) ne permet pas au titulaire de bénéficier d'un nouveau délai de 15 jours.	100,00 € par jour de retard
Pénalité pour sanctionner le non-respect des obligations de moyens minimales	Le montant de la sanction pour non-respect des obligations de moyens prévues dans la note méthodologique est fixé à 500 € par constatation	500,00 € par constatation

Pénalité	Fait générateur	Montant ou mode de calcul
prévues dans la note méthodologique ou le mémoire technique (en cas de document contractualisé au marché)		
Pénalité – retard dans la transmission des comptes rendus de chantier au pouvoir adjudicateur	Le titulaire dispose de 2 jours ouvrables pour l'établissement des comptes rendus. En cas de retard, la pénalité applicable est de 100 € / jour de retard	100,00 € par jour de retard
Pénalités – retard dans la délivrance des visas	Le titulaire du marché, devra viser les plans dans le délai de 3 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur, ainsi que réception de la totalité des pièces afférentes. A compter du lendemain du dernier jour, la pénalité applicable par jour de retard est de 100,00 €	100,00 € par jour de retard
Pénalités – retard dans la réalisation des opérations préalables à la réception des ouvrages	Le titulaire du marché devra procéder aux opérations préalables à la réception dans le délai de 20 jours à compter de la demande du ou des titulaire(s) de marché(s) de travaux. A compter du lendemain du dernier jour, la pénalité applicable par jour de retard est de 100,00 €	100,00 € par jour de retard
Pénalités pour dépassement du délai d'analyse préalable à l'instruction pour agrément de sous-traitants	Au-delà des 3 jours de vérification des capacités économiques, techniques et professionnelles, de la complétude du dossier reçu, le titulaire du marché encourt des pénalités.	50 € par jour de retard

32.3. Caractère moratoire des pénalités

Il est expressément convenu que, les pénalités prévues au présent cahier des clauses particulières, ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de l'exécution de l'obligation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité ; il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de cette pénalité.

32.4. Indépendance des pénalités et de la résiliation

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de la personne publique de notifier la résiliation de tout ou partie du marché dans les conditions prévues à l'article correspondant du présent cahier des clauses particulières. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à la personne publique.

ARTICLE 33 : REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 34 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Les opérations relatives à la sous-traitance devront s'effectuer conformément aux strictes dispositions des articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale

En cas de sous-traitance directe :

Le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

En cours d'exécution, le titulaire présente le formulaire DC4 ainsi que les pièces suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Une présentation de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du sous-traitant. Il s'agit des références demandées au titulaire pour l'appréciation des mêmes capacités ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En cas de déclaration lors de la remise de l'offre, il présente le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées.

En cas de sous-traitance indirecte :

Les sous-traitants doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation des sous-traitants directs et doivent fournir une caution bancaire. Une convention de délégation de paiement peut être demandée sous réserve de la décision souveraine du pouvoir adjudicateur.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve, d'une part de cette acceptation et de cet agrément, et d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

ARTICLE 35 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie aux prestations du présent marché reste en toute circonstance sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Le titulaire est seul responsable des moyens humains, logistiques et matériels qu'il doit mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des membres de son personnel affecté aux prestations possède la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à leur bonne exécution.

Le titulaire devra remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf cas de force majeure ou situation assimilée.

ARTICLE 36 : SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITE / RGPD

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs et prestataires de services, au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans l'autorisation écrite de l'IRD être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les informations et documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le marché.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

En effet, les informations à caractère personnel demandées dans le document de consultation des entreprises sont obligatoires et leur absence compromettrait la candidature, qui deviendrait irrégulière. Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires seront enregistrées dans un fichier informatisé par l'IRD.

Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat. Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles

bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 37 : ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, l'attributaire devra justifier au stade de l'attribution du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRD et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

En aucun cas, l'IRD ne pourra être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

ARTICLE 38 : DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le titulaire s'engage à fournir, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail ainsi que, en application de l'article D8254-4 du Code du travail, la liste des travailleurs étrangers.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées obligatoirement par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'Institut de Recherche pour le Développement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>

Les modalités pratiques d'utilisation de la plateforme seront communiquées au titulaire à la notification du marché

A défaut, le marché sera résilié dans les conditions prévues au présent CCAP.

ARTICLE 39 : LITIGE

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable.

A défaut d'accord des parties dans les quinze jours suivant l'envoi par l'une des parties (par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) d'une demande en vue d'un règlement à l'amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le **Tribunal Administratif de Marseille**.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 40 : ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MAITRE D'OEUVRE ET PAIEMENT POUR SOLDE

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement tel que prévu à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du CCAG Prestations intellectuelles et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

La demande de paiement pour solde est réalisée dans les conditions de l'article 11 du CCAG PI.

ARTICLE 41 : CLAUSE DE REEXAMEN ET MODIFICATION DE CONTRAT

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation du titulaire. Le cas échéant, des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendus définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

ARTICLE 42 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire s'engage à privilégier le recours au transport décarboné en utilisant des moyens de transport respectueux de l'environnement tels que les véhicules électriques, hybrides, à faibles émissions ou le transport ferroviaire lorsque cela est possible, pour la réalisation des prestations objet du marché.

ARTICLE 43 : CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage à respecter l'égalité entre les femmes et hommes dans l'exécution du contrat. Il doit mettre en œuvre des actions concrètes visant à garantir l'égalité de traitement, proscrire toute discrimination, veiller à l'égalité salariale et encourager la mixité à tous les niveaux de responsabilité.

ARTICLE 44 : RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre (article 36 à 42) du CCAG PI.

Conformément à l'article 20 du CCAG Prestations intellectuelles, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques.

Les éléments de mission confiés au maître d'œuvre sont des parties techniques au sens de l'article 20 du CCAG Prestations intellectuelles.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

ARTICLE 45 : DEROGATIONS

Articles CCP	Articles CCAG PI
Article 2 : Pièces constitutives du marchés	Dérogation à l'article 4 du CCAG PI
Article 32 : Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG PI
Article 36 : Secret professionnel / Confidentialité / RGPD	Dérogation à l'article 17 du CCAG PI
Article 37 : Assurances	Dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI

Le présent document est à accepter sans modification.

Seul l'exemplaire détenu par l'Administration fait foi.